

sacrée se réalise presque instantanément parce qu'elle est déjà sous-entendue. Et au déclenchement de la guerre, quand les armées belligérantes sont encore à peine rassemblées, il y a déjà un vaincu, c'est la classe ouvrière. La bourgeoisie renforce ses moyens ordinaires de domination par le régime de l'état de siège, la censure, une dictature sans limites. Les organisations de la classe ouvrière subsistent matériellement; en fait, elles sont détruites, elles ne sont plus, sauf de rares exceptions, que des organismes gouvernementaux.

Telles sont les conditions dans lesquelles doit s'engager et se livrer la bataille ouvrière contre la guerre. Elles sont identiques dans tous les pays belligérants quant à l'essentiel, bien qu'on puisse relever des différences plus ou moins importantes. Il est évident que le ralliement à la guerre, autour du gouvernement, doit être plus difficile dans les nations autocratiques — comme l'exemple de la Russie, en 1914, le prouve; il faut dire aussi que le socialisme y était d'une autre qualité que dans la plupart des autres pays.

\*\*

A distance, les premières protestations ouvrières contre la guerre paraissent timides. Les pédants dont nous avons eu l'occasion de nous occuper ne manquent pas de le noter, dédaigneusement, leur opposant le ferme programme que traça tout de suite Lénine. Il vaut sans doute la peine de chercher à préciser l'étendue des divergences et d'en souligner les raisons.

Lénine réside, en 1914, dans un pays non-belligérant. Il échappe ainsi à l'atmosphère de débâcle qui règne dans tous les pays en état de guerre. Comme il est naturel, son regard se porte d'abord sur la Russie où, précisément, la situation est moins désespérée que partout ailleurs. Les députés socialistes à la Douma se sont prononcés contre les crédits. Les bolchéviks organisent déjà leur travail clandestin. Pas d'union sacrée, ou un minimum d'union sacrée. D'autre part, il ne faut pas oublier que si Lénine et ses collaborateurs immédiats sont fermes, son parti n'a pas échappé aux défections, que des bolchéviks sont allés, comme nous l'avons vu, jusqu'à l'enrôlement dans l'armée française.

En opposition avec le programme éta-

bli par Lénine, les protestations contre la guerre qui s'élèvent dans les pays belligérants parlent d'abord de la paix. Les socialistes serbes parlent de paix, Monatte parle de paix, Liebknecht, aussi, parle de paix. Il y a là une rencontre qui n'est sûrement pas sans signification. C'est que, dans les pays belligérants, on est effrayé par les ravages de la guerre. La guerre détruit les richesses matérielles de la société capitaliste. Elle risque aussi d'anéantir les forces du prolétariat. Ce sentiment, cette appréhension, Trotsky les a exprimés dans sa brochure quand il écrivait :

D'autre part, la guerre avec ses armées de millions d'hommes et ses armes infernales de destruction peut épuiser non seulement les ressources de la société, mais aussi les forces morales du prolétariat. Si elle ne se heurte pas à une résistance intérieure, cette guerre peut durer encore pendant plusieurs années, avec des fortunes changeantes pour les belligérants jusqu'à l'épuisement des principaux d'entre eux. Mais alors toute l'énergie combattante du prolétariat international, déchaînée par le sanglant complot de l'impérialisme, sera complètement détruite par l'œuvre horrible d'une annihilation mutuelle. Le résultat serait que toute notre civilisation se trouverait rejetée bien loin en arrière. Une paix surgissant non de la volonté des peuples réveillés mais de l'épuisement mutuel des belligérants ressemblerait à la paix qui mit fin à la guerre des Balkans; ce serait une paix de Bucarest étendue à l'Europe entière.

Mais allons plus loin. Si le mot d'ordre de paix s'accompagne de la dénonciation de la guerre comme une guerre impérialiste, s'il constate l'effondrement de l'Internationale, s'il stigmatise l'union sacrée, s'il proclame que « cette guerre n'est pas notre guerre », s'il affirme la fidélité au socialisme, s'il dit : La lutte de classes continue! — il est clair que le mot d'ordre de paix ne se réduit pas alors à une pieuse aspiration. Or, ce que craint Lénine, c'est une opposition passive, ce qu'il ne veut pas c'est « un internationalisme platonique », c'est que l'opposition socialiste à la guerre puisse se confondre avec celle du pape qui, tenu par son état, est obligé de temps à autre de lancer d'hypocrites homélies à la paix, ou avec les gens de Scheidemann qui parlent de paix quand le territoire de « leur » patrie est sauf et que « leurs » armées campent sur le territoire ennemi.

Aucune crainte de ce genre n'est possible pour la France où toute allusion à la paix est considérée comme « manœuvre ennemie », où le seul mot de paix irrite les social-chauvins et est considéré par le gouvernement comme sédition.

Le mot d'ordre de paix, entouré de développements qui lui donnent figure de revendication socialiste, permet le rassemblement autour des premiers opposants, condition indispensable pour rompre l'isolement paralysant. Nos pédants mobilisent les « masses » comme s'il s'agissait de troupes impatientes d'entrer dans l'action. Mais dans le premier temps de la guerre, les masses ce sont elles qui crient : « Vive la guerre ! A Berlin ! » Intoxiquées par la presse et par la préparation gouvernementale, abandonnées par leurs chefs, ce sont elles qui constituent ce courant auquel il est très difficile de résister. Ne nous faisons pas d'illusion. La conscience de classe n'est pas tellement répandue. Elle reste une vertu rare. L'internationalisme, c'est trop souvent des mots qu'on répète; la déclaration de guerre abat cette façade trop fragile et réveille des préjugés, nationaux, raciaux, soigneusement entretenus par la bourgeoisie. Quand, travaillées par la lassitude, le mécontentement, la colère, le sentiment qu'on les a trompées, les masses commencent d'échapper à l'hypnose nationaliste, la propagande auprès d'elles se heurte encore à d'extrêmes difficultés, comme on pourra en juger par ce fait : même après Zimmerwald, après dix-huit mois de guerre, quand Hasfeld s'efforçait de répandre les brochures du Comité, il lui arriva plus d'une fois de se les voir refuser par des sympathisants qui lui disaient : « Si elles ne sont pas passées par la censure, nous n'en voulons pas. » Et des coopératives ouvrières refusaient de les imprimer.

La conclusion sur ce point est que si le programme formulé par Lénine en novembre 1914 était excellent, il fallait aussi tenir compte des conditions d'application, et ces conditions n'étaient pas les mêmes dans tous les pays; les possibilités d'action qui en résultaient furent d'ailleurs indiquées par Lénine à diverses reprises, notamment quand il écrivait :

Malgré les protestations des socialistes chauvins qui déclarent que le mouvement révolutionnaire international en temps de guerre est impossible,

nous voyons en Russie des démonstrations et des grèves politiques, en Allemagne des démonstrations contre la cherté de la vie, en Angleterre et en Italie des grèves, qui ne sont qu'un commencement, mais qui peuvent, avec le soutien d'éléments révolutionnaires, se transformer en luttes de masses contre la guerre et le capitalisme.

Voilà le grand point. Les socialistes chauvins déclarent que le mouvement révolutionnaire en temps de guerre est impossible parce qu'ils n'en veulent point, parce qu'il est incompatible avec leur politique de ralliement à la guerre et d'union sacrée, tandis que partout l'opposition témoigne de la volonté de le maintenir et agit à cette fin selon ses forces et les possibilités du moment. A la Conférence de Kienthal, réunie six mois après Zimmerwald, on constata une nette poussée à gauche, précisément parce que l'élan donné par Zimmerwald avait créé partout de nouvelles possibilités d'action.

\*\*

Prenons le projet de résolution préparé par Lénine pour la Conférence de Zimmerwald (il est reproduit aux Annexes). On peut le résumer ainsi : la guerre est une guerre impérialiste. Il faut appeler les masses à la lutte révolutionnaire. Cette lutte débutera par « la lutte contre la guerre mondiale et pour la cessation de la boucherie humaine » (notons que la cessation de la boucherie humaine c'est la paix). Les députés socialistes doivent refuser tous crédits militaires. Les ministres socialistes doivent démissionner. Il faut préparer la nouvelle Internationale.

Qu'on se reporte maintenant aux écrits des opposants syndicalistes français : on relèvera des points communs et pas de divergences essentielles. S'ils ne parlaient pas des crédits ni des ministres socialistes, c'est parce qu'ils n'étaient point membres du Parti socialiste, mais ils étaient là-dessus pleinement d'accord et disposés à appuyer vigoureusement tout socialiste décidé à voter contre les crédits de guerre. Merrheim, de tous le plus modéré, déclare dans tous ses textes que la « lutte de classes continue ». Or, ainsi que Zinoviev — coauteur de « Contre le Courant — l'écrivait (le 29 février 1916) : « La lutte de classes pendant la guerre — surtout pendant une guerre comme celle d'à présent — devient nécessairement une guerre civile, elle ne